COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Dijon, le 04 juin 2025

Alerte sur le projet de centre de rétention administrative (CRA) à Longvic et Ouges

Les Jeunes Écologistes Bourgogne, les Jeunes Insoumi.es Dijon, Jeunesse Dijon Radicale, La garde rouge et Union nationale des étudiant.es de France, réaffirment leur ferme opposition au projet de construction d'un centre de rétention administrative (CRA), sur les communes de Longvic et Ouges, après une interpellation des politiques concerné.es par le biais d'une lettre, restée sans réponse (Le 14/04/25)

Ces centres de rétention administrative sont un moyen de pression sur des populations précaires et stigmatisées. En effet seul 2% des personnes sous OQTF* ont reçu une condamnation pénale. Dans 98% des cas il s'agit donc d'un moyen de pression, puisque à l'aveu du ministère lui-même, les renvois ne sont effectifs que dans 20% des cas, pour les « meilleurs » chiffres. Et dans 2% des cas de condamnation, les prétextes sont légion et bien souvent démontrent une volonté xénophobe plutôt qu'une volonté de maintien de la sécurité. Savez-vous qu'un.e employé.e du BTP travaillant sans papier peut être condamné.e pour trouble à l'ordre public parce qu'un cutter se trouve dans sa poche alors qu'iel se trouve dans l'espace public ?

Nous dénonçons l'idéologie sous-jacente à la construction de ces centres, qui favorisent la xénophobie sous couvert de décisions administratives arbitraires.

Alors que les besoins en hébergements d'urgence ne cessent d'augmenter dans notre département, investir dans des CRA coûteux et inutiles est un choix politique grave. La France a déjà été condamnée à 11 reprises par la Cour européenne des droits de l'Homme pour des mauvais traitements dans ces centres.

Nous appelons le Monsieur le député Pierre Pribetich, Mesdames et Monsieur les maires : Madame Nathalie Koenders, Madame Céline Tonot, Monsieur Claude Girard à :

- S'opposer publiquement à ce projet,
- Refuser la délivrance du permis de construire,
- Demander le remplacement du CRA par des structures d'hébergement d'urgence.

Nous remercions l'ensemble des collectifs, associations et citoyen.ne.s engagé.e.s pour leur soutien aux personnes exilées et les invitons à poursuivre la mobilisation.

Un accueil digne est possible. Nous comptons sur la responsabilité de nos élu.e.s.